

Trouver le consensus

Le Chef de l'Etat vient de lancer officiellement, ce mardi 25 octobre au Palais des congrès de Nouakchott, les journées nationales de concertation politique entre les différents acteurs de la scène nationale. Tout le monde était là. Dirigeants politiques, membres du gouvernement, organisations de la société civile et organisations internationales, tous ont été conviés aux grands débats sur les travaux des commissions interministérielles. Les débats, qui vont durer trois jours (ouverts), devront permettre de parvenir à un consensus entre les différents acteurs pour assurer la réussite de la transition démocratique engagée depuis le 03 août dernier.

"Le pouvoir doit être remis au peuple, 45 ans (depuis l'indépendance) de gestion politique sans le peuple ont conduit à la situation dramatique que l'on sait". C'est en ces termes que le chef de l'Etat a commencé son discours d'ouverture des journées nationales de concertation politique. Et c'est justement pour remettre au peuple ce qui lui revient de droit que la restructuration du 03 août a été entreprise, a dit en substance le président, qui s'exprimait en hassanya. Le Colonel qui, visiblement, n'apprécie pas trop les applaudissements (ou applaudisseurs), est catégorique dans ses propos. Aussi, martèle-t-il, la Mauritanie n'appartient ni à une personne, encore moins à un groupe d'individus, elle appartient à tous et c'est pourquoi tous doivent œuvrer pour son bien-être. Le moment est décisif constate le président, car "le pays se trouve à la croisée des chemins. Si les participants font pré-

valoir leur patriotisme, ils parviendront à un accord, et sauveront alors le pays des menaces qui le guettent. Si, au contraire, ils ne parviennent pas à s'entendre, ils mettront le pays en danger". C'est pourquoi le chef du Cmjd attire l'attention de toute l'assistance sur la nécessité de mettre en avant "l'intérêt général", et seule cette exigence doit guider les travaux des participants. Il faut, dit le colonel, "privilégier le consensus, notamment pour tout ce qui a trait à l'unité nationale". C'est, selon lui, "le seul enjeu de ces journées".

Par ailleurs, le président a rendu un hommage à toutes les organisations internationales ayant saisi le sens de l'action du 03 août et qui ont pris, à cet effet, la décision d'accompagner le peuple mauritanien dans sa détermination à prendre en main son destin.

Trouver le consensus

Suite de Une

Des engagements tatillons

Obligation de résultat

Après le discours du Président, ce fut le tour des représentants des organisations internationales de prendre la parole. Pour le représentant de l'Organisation de la Conférence Islamique, la Mauritanie est un membre fondateur et éminent de l'organisation. C'est pourquoi l'OCI suit avec un grand intérêt le déroulement des événements en Mauritanie et soutient la transition en cours. Ce discours est pratiquement celui tenu par le messenger de l'Union africaine au nom de Alpha Oumar Konaré, dont l'organisation s'est engagée, au cours de la 37^e session de son conseil de paix et de sécurité, "à prendre les mesures d'accompagnement nécessaires pour la réalisation des objectifs du CMJD". S'agissant de l'organisation internationale de la Francophonie, l'envoyée spéciale de Abdou Diouf note que son institution a levé le 12 octobre dernier la suspension de sa coopération avec la Mauritanie prise au lendemain du coup d'Etat. Pour ce qui est de la délégation des Nations Unies, il s'agit d'évaluer les conditions techniques, judiciaires et politiques pour une transition réussie. C'est dire que du résultat des débats en cours dépendra l'engagement des Nations Unies en faveur ou non de toute forme d'assistance électorale. Le représentant du Maghreb Arabe, lui aussi, versera dans la même logique. Les engagements des uns et des autres pour soutenir le pays dans la phase actuelle sont tatillons. Seul le représentant régional au niveau de l'Afrique de l'Ouest des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a tenu un discours qui exprime de manière claire un soutien total aux nouvelles autorités, et qui reconnaît que des progrès politiques significatifs ont été enregistrés depuis le 03 août dernier. C'est ainsi qu'il a assuré que les ambassadeurs de l'ACP ne ménageront aucun effort pour faire comprendre à leurs partenaires de l'Union européenne la nécessité qu'il y a à soutenir la transition en Mauritanie. Il a aussi demandé à l'Union africaine de faire un signal fort en faveur de la Mauritanie et surtout de faire mieux comprendre aux partenaires étrangers de l'organisation le sens du changement intervenu dans ce pays. Cette franchise de l'émissaire de l'ACP n'a pas laissé indifférent le chef de l'Etat qui a repris le micro d'abord pour remercier tous les représentants d'organisations internationales ayant fait le déplacement de Nouakchott, ensuite pour remercier de manière particulière l'émissaire des Etats ACP. Le président notera que les Etats ACP sont "très représentatifs de l'Afrique".

Les retrouvailles nationales de ce mardi doivent permettre à la fois de trouver un consensus autour duquel doit se dérouler la transition démocratique en cours dans le pays, et de dépassionner un paysage politique miné par des clivages vieux comme le processus de démocratisation lancé en 1991 sous le régime déchu. Car pour la première fois dans l'histoire du pays, une rencontre de ce genre est initiée, permettant à chacun d'exprimer son point de vue par rapport à la réalité politique, économique et sociale du pays. Les enjeux sont énormes et la retenue doit être de mise pour éviter tout dérapage. Les commissions interministérielles proposent dans leurs différents rapports de traiter des réformes constitutionnelles, notamment par rapport à la durée du mandat présidentiel, de combien de fois peut-il être renouvelable, de la nécessité de reconduire le sénat, d'instituer une commission électorale nationale indépendante, de supprimer l'article 104, d'assurer une bonne gouvernance et de permettre aux citoyens d'avoir les mêmes chances devant les opportunités offertes par l'Etat, de redresser la justice...etc Mais certains notent avant même que les débats ne commencent l'absence de certains thèmes pourtant incontournables que sont la question de l'esclavage, du passif humanitaire et du retour des réfugiés. Certains partis ont transmis dès l'entame de la première plénière des documents, à titre de contribution aux débats. Une manière subtile de participer a posteriori aux travaux des commissions auxquels ils n'avaient pas été associés. Ce qui a provoqué aussitôt le courroux de certains qui ont demandé à ce que les contributions se fassent verbalement. Quelles que soient les divergences des points de vue des uns et des autres, les participants doivent avoir en ligne de mire l'intérêt suprême de la nation, car aucune autre considération, aussi légitime soit-elle, ne pourrait justifier l'absence de consensus au sortir de ce qu'il est convenu d'appeler une conférence nationale, quoique inédite et peu souveraine.

Autant les participants ont une obligation de résultat, autant la communauté internationale, notamment l'Union africaine, doit apporter son soutien au peuple mauritanien qui a dans son ensemble plébiscité l'action du 03 août dernier. Qui disait "qu'il vaut mieux avoir tort avec le peuple que raison contre lui?" Le CMJD a peut-être tort, mais il a jusqu'ici le soutien du peuple mauritanien.

BÂ ADAMA MOUSSA